Une overdose de bla-bla !

jeudi 23 décembre 2021, par [Jean-Louis ERNIS](#)

La France est parait-il le pays des fromages, mais elle est aussi le pays des râleurs.

On pourrait également lui décerner le prix des constats, des bilans et, au bout du compte, des bavardages et des bla-bla.

Avant-hier, c'était « Tout sauf Sarkozy »

Hier, c'était « Hollande dehors »,

Aujourd'hui, c'est « Macron, démission »

C'est ce que l'on a entendu sur les ronds-points dès l'automne 2019 et encore aujourd'hui avec les anti-vax et, ou, les anti-pass.

Bien entendu, les deux premiers Présidents cités méritaient la sanction électorale la plus sévère. En toute logique, leur successeur, actuellement en fonction, devrait subir le même sort.

Le premier se réclamait de la droite, le second de la gauche et le troisième a tenté de faire croire qu'il était « ni de droite, ni de gauche »

En fait, les trois sont des fantassins de l'ordolibéralisme, de la mondialisation financière et donc de l'économie libre et non faussée, l'ADN de l'Union Européenne.

Voilà pourquoi la cohabitation n'apporterait aucune solution aux problèmes qui nous sont posés, le retour à l'Etat/Nation, la fin de l'évasion fiscale, la juste répartition des richesses produites, entre autres.

Après, au minimum quinze années passées, mais on peut remonter au tournant de la rigueur de 1983, il est clair que ce n'est plus une question d'homme ou de femme à l'Elysée, mais une question de d'orientation politique.

Un Président intouchable

Arrêtons-nous un instant sur la formule « Macron démission »

C'est une formule, au mieux irréfléchie, au pire hypocrite. Pourquoi ?

Notre Constitution, son texte d'origine augmenté des nombreuses modifications, fait que le Président de la République est intouchable sur la durée du mandat, et même après !

L'histoire de la 5ème République le montre clairement.

Alors que de Gaulle, déstabilisé, se rend à Baden-Baden pour consulter le Général Massu, à son retour il dissout l'Assemblée Nationale.

Les élections des 23 et 30 juin 1968 le reconduisent de fait, conforté d'une majorité absolue.

La crise sociale de 1995 (réforme des retraites et de la Sécurité Sociale) est un épisode d'une autre nature, mais qui aboutit au même résultat.

Jacques Chirac est élu en mai 1995, il hérite de la majorité parlementaire obtenue en 1993.

Il nomme à Matignon Alain Juppé qui s'engage rapidement dans la réforme de la Sécu.

Sa majorité se fissure, le Président décide de dissoudre l'Assemblée Nationale espérant un remake de 1968.

Les socialistes raflent la mise, Lionel Jospin est nommé à Matignon pour une nouvelle cohabitation.

Pour le peuple, cela a changé quoi ?

Jospin s'est engagé dans une politique néolibérale. Selon les experts, il est le 1er Ministre de cette période qui a le plus privatisé, et il prépara l'entrée de la France à la monnaie unique.

L'expression électorale est de loin insuffisante, c'est confirmé avec le référendum de 2005.

Alors que 55 % de suffrages exprimés avaient rejeté le TCE (de même que les Pays-Bas) la majorité parlementaire de l'époque (UMP/UDI) sous la direction de l'exécutif - Sarkozy était à l'Elysée - avait réintroduit l'esprit et presque la lettre du TCE dans un Traité appelé de Lisbonne que les dirigeants politiques français ont approuvé en 2007.

Et tout ceci avec la complicité du Parti Socialiste trop heureux que d'autres fassent le sale boulot.

La République minée de l'intérieur

Les trois derniers quinquennats ont miné les fondements de notre humanisme républicain pour glisser insidieusement vers le communautarisme religieux, sociétal, etc... Notre société semble vouloir faire sienne la politique du clanisme.

Sarkozy, avec ses discours proches de l'extrême droite et son ministère de l'identité nationale, Hollande avec ses réformes sociétales pour faire oublier le scandaleux Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) abandonnant, de ce fait, la politique de la demande pour lui substituer celle de l'offre.

Macron ne faisant que confirmer la politique de ses prédécesseurs, réforme du travail, baisse des allocations logement et de l'assurance chômage, projet de réforme des retraites, etc.....

Après toutes ces années d'ordolibéralisme, la France se trouve dans un borbier économique et social dont il faudra bien s'extraire.

Tout d'abord et hors volonté d'exhaustivité, rappelons les inquiétants résultats de cette politique aveugle.

La déliquescence de notre modèle social

On compte environ 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté (moins de 1060 € mensuels) Dans ce calcul morbide, on ne prend pas en compte celles qui sont à 10 ou 20 € au-dessus du seuil, dont la situation sociale est guère différente.

Pour ce qui est du chômage, les chômeurs totalement dépourvus d'emplois sont au nombre de 3.345.000. Ceux qui galèrent de contrats courts et donc précaires en stages de formation, qui la plupart du temps mènent nulle part, sont au nombre de 5.871.000.

En matière d'habitat, en 2019, 600.000 logements étaient qualifiés d'indignes. Environ 1 million de personnes concernées, dont 600.000 enfants. Source Fondation Abbé Pierre.

Pour mesurer la pauvreté grandissante des couches populaires, il suffit d'interroger les associations d'aide à la personne (Restos du cœur - Secours Populaire). Toutes expliquent le nombre grandissant des demandeurs, y compris chez les jeunes !

Selon les dires de certains, si ça continue l'Hôpital Public va exploser. C'est faux, il est en train d'exploser. Quand on reporte des hospitalisations, faute de moyens, on appelle ça comment ? Les conditions de travail sont tellement stressantes que le burn out affecte nombre de personnel (infirmières - infirmiers, essentiellement) Certains démissionnent purement et simplement, 20 % des lits ne peuvent être utilisés, faute de personnel en suffisance.

Il semble que l'Hôpital Public surnage grâce aux internes. Selon une enseignante chercheuse de l'Université de Rouen, la santé morale des futurs médecins est inquiétante. Anxiété et dépression ambiantent leur activité.

Les internes travaillent 58 heures en moyenne par semaine, hors études, alors que depuis 2015 une loi fixe à 48 heures la durée hebdomadaire maximum.

En France, tous les 18 jours, un étudiant en médecine se suicide.

Mais où sont celles et ceux qui se donnaient bonne conscience, en applaudissant aux fenêtres à l'hiver 2020 en soutien aux personnels hospitaliers ?

Que font lesdits réseaux sociaux ? Ils sont passés à autre chose. Ah bon !

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

Cette interrogation mériterait un long développement que je réaliserai un jour, bien que beaucoup de choses aient déjà été dites et écrites. Pour cet article, un simple rappel suffira.

Comment s'étonner de cette situation ?

La situation actuelle n'a rien d'étonnant, le capital libéré de presque toute contrainte produit les effets que Jaurès redoutait par sa célèbre citation « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »

Et pourtant, le 20ème siècle avait vu la plèbe s'organiser pour arracher son émancipation.

La recherche d'un certain humanisme et d'un humanisme certain avait prolongé le siècle des Lumières et

donné une suite concrète aux révolutions de 1789 - 1830 - 1848 et à la Commune de Paris.

Le syndicalisme de lutte de classes était apparu en 1895, et en 1905 Jean Jaurès avait créé la SFIO en unifiant les micro-partis de gauche.

Avec des fortunes diverses et devant affronter deux guerres mondiales, particulièrement traumatisantes sur notre sol, l'humanisme avait marqué de son empreinte notre société, notamment avec les « accords Matignon » de 1936.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la classe ouvrière bénéficia, sans trop s'en rendre compte, d'un pacte politico - économique - social appelé Conseil National de la Résistance.

Il va sans dire que les représentants du capital n'acceptèrent pas, de bon gré, ce consensus économique et social.

Mais les raisons en étaient très politiques. Les USA étaient disposés à aider financièrement la France (plan Marshall) à condition d'en tirer quelques avantages stratégiques. Or, le poids électoral du Parti Communiste Français au moment où le stalinisme faisait figure de principal libérateur du nazisme (après avoir signé en août 1939 le fameux pacte germano-soviétique !!!) nécessitait de ne pas faire n'importe quoi.

Voilà pourquoi, au sortir de la seconde guerre mondiale, le capital avait modéré ses ardeurs.

Quant au Parti Socialiste, régénéré en 1971 (le légendaire Congrès d'Épinay) ses faits d'armes n'ont pas laissé une trace indélébile dans la mémoire ouvrière.

Les seuls acquis d'importance furent ceux de 1981, avec la retraite à 60 ans, les 39 H sans condition, la réforme de la Fonction Publique avec la création de la FP de l'État, la FP Hospitalière et la FP Territoriale. Hélas, en moins de 20 ans, tout ceci est passé à la trappe néolibérale. En 1993, Balladur s'attaquait aux retraites du Régime Général. Devenu Premier ministre en juin 1997, Jospin avait tout loisir de mettre un terme à l'aggravation des conditions de calcul du montant des pensions, qui ont conduit à retenir les 25 meilleures années en substitution des 10.

On en voit les effets aujourd'hui avec les retraites de misère.

Mais Jospin s'est bien gardé de modifier quoi que ce soit de la réforme Balladur ! En 1998 et 2000, il installa, avec Martine Aubry à la manœuvre, les 35 H négociables au niveau de chaque entreprise ce qui a eu pour effet de faire exploser le code du travail et les conventions collectives en permettant, entre autres, l'annualisation du temps de travail et la modulation du tarif des heures supplémentaires. Les accords d'entreprise sur le temps et l'organisation du travail devinrent le document de référence.

Quant au passage de Hollande à l'Élysée, en reparler serait faire preuve d'un plaisir au masochisme.

Un curieux particularisme social

Pour ce qui est du syndicalisme ouvrier issu du Congrès de Limoges de 1895, la période de 1945 aux années 80 fut d'un curieux particularisme.

La CGT, dont les Secrétaires Généraux étaient membres du Bureau politique du PCF, organisait le rapport de force dans les entreprises, les mines, les ports, les chantiers, les bureaux et refusaient de signer le moindre accord avec les employeurs.

C'est la CGT Force Ouvrière, créée en 1947 pour porter les valeurs de la Charte d'Amiens et donner une existence concrète à la politique contractuelle, qui négociait avec les employeurs et signait des accords. C'est ainsi que furent créées, améliorées et multipliées les conventions collectives dont bénéficient, encore aujourd'hui, les salariés.

La politique contractuelle était visible également sur le terrain avec les accords de salaire et d'amélioration des conditions de travail.

Fin d'une période plutôt faste

Paradoxalement, cette pratique trouva sa fin avec l'écroulement de l'URSS et la chute du Mur de Berlin. La CGT prit ses distances à l'égard du PCF, dont la seule comptabilité était et reste le nombre de sièges perdus après chaque scrutin, et quitta la Fédération Syndicale Mondiale en 1994.

Conséquemment, l'existence même de la CGT Force Ouvrière devint une question.

On se souvient de la poignée de mains en 1995 entre les deux Secrétaires Généraux de la CGT et de la CGT FO, Louis Viannet et Marc Blondel. Aucune suite ne fut donnée à ce geste. En lançant « l'appel des 500 » les trotskistes lambertistes de la CGT FO firent avorter tout dialogue entre les deux confédérations issues du Congrès de Limoges, sur l'avenir en France du syndicalisme ouvrier.

La question posée est de savoir si les lambertistes ont agi sans mesurer la portée de leur action, ou s'ils avaient compris qu'en agissant ainsi les appareils se braqueraient et mettraient fin à toute réflexion commune ?

Cela n'aurait pas été la première fois qu'ils se seraient livrés à des comportements douteux !

Enfin, la CGT et la CGT FO continuèrent et continuent toujours leur petit bonhomme de chemin, chacune de leur côté, mais se retrouvent au sein de la Confédération Européenne des Syndicats, véritable annexe sociale de la Commission Européenne. En effet, sous le mandat de Bernard Thibault la CGT entra en 1999 à la CES, malgré une forte désapprobation de plusieurs de ses structures.

Cela vaudra à l'organisation syndicale, sise à Montreuil, de perdre son leadership national au profit de la CFDT.

Le summum de la désagrégation des organisations ouvrières a été atteint quand un rapport des Nations Unies, publié en 2015, dévoila l'existence d'une pratique d'esclavage au cœur de l'Europe (Allemagne - Italie - Autriche - Pays-Bas) de travailleurs nord-coréens. Les confédérations ouvrières françaises, la Confédération Européenne des Syndicats et la Gauche française ont été étrangement silencieuses sur ce scandale. Les syndicats français n'ont pas davantage fait preuve de solidarité avec leurs homologues grecs quand, en 2012, la troïka saigna le peuple grec.

La faillite politique de la gauche engluée dans l'europhobie et le discrédit des confédérations ouvrières conduit la classe populaire, que la bienséance douteuse rechigne à nommer classe ouvrière, à s'organiser sur elle-même.

La nature a horreur du vide

C'est ainsi qu'en 2016 apparurent les « Nuit Debout » et en 2018 « Les Gilets Jaunes »

Faute d'une organisation concrète et d'un minimum de discipline, ces initiatives firent « flop » !

Et pourtant, la paupérisation et la précarité ne sont pas des lubies. La misère sociale progresse inexorablement.

La nature ayant peur du vide, les réseaux sociaux y trouvèrent une aubaine en s'introduisant dans ce no man's land. Ainsi, on vit fleurir sur la toile des dizaines et des centaines de sites, de blogs, de pages Facebook, de Think Tanks, de chaînes You Tube donnant un avis sur tout, et surtout leur avis, en évitant le débat contradictoire, pourtant indispensable aux principes de la démocratie.

Cette pratique entretient essentiellement le narcissisme de quelques-uns. En fin de journée, ils comptent leur nombre de lecteurs, de vues, de followers, caressant l'espoir, de manière plus ou moins discrète, d'être repérés et de se voir offrir un rond de serviette sur un plateau d'infos en continu !!!

Les « Gilets Jaunes » ont inauguré le système.

De tout ce bla-bla-bla permanent le peuple est saoulé et, au final, fatigué et usé.

Les grands vainqueurs du système sont les maîtres de la Silicon Valley, les Zuckerberg - Jobs - Gates - Bezos Le système turbule à merveille au point que leurs auteurs sont devenus millionnaires et même milliardaires en quelques décennies. Au point que ne sachant quoi faire de leurs « numéri-dollars », ils « s'envoient en l'air » en attendant d'organiser le tourisme spatial !!!

Ces cerveaux déshumanisés avides de profit en tout genre ont réussi à essaimer le syndrome de Stockholm sur l'ensemble du globe. Même celles et ceux qui se déclarent les plus virulents contre la mondialisation financière et l'ultralibéralisme alimentent cette machine infernale !!! Dans la vie courante, rien ne peut plus se faire sans recourir à une plateforme numérique. Le smartphone est devenu le pacemaker des bien-portants, même dans les moments les plus intimes (sous la couette, aux toilettes)

!

Alors quoi faire ?

La communauté humaine dispose depuis fort longtemps de deux familles de gouvernance, d'un côté le pouvoir autoritaire, l'autocratie/l'oligarchie, de l'autre, la démocratie ou tout au moins la liberté de penser et d'agir.

Au cours des deux derniers millénaires, la vieille Europe a plus connu le pouvoir confisqué que le pouvoir partagé. En France, l'exercice de la démocratie c'est à peine 10 % de cette période. Le royalisme attaché au christianisme a dirigé sans discontinuer pendant 19 siècles environ.

Avantages et inconvénients

Le pouvoir absolu a « un avantage »

Évidemment, la gouvernance est confisquée par une caste et jamais pratiquée au bénéfice de tous, mais le peuple n'a à s'occuper de rien.

Il n'a qu'à se laisser diriger, certes parfois manu militari, mais bon !

Avec un régime démocratique où au minimum s'exerce la liberté de s'exprimer et d'agir, c'est autre chose. Des intérêts opposés ont ainsi la liberté de s'exprimer, d'agir, de s'organiser, ce que ne manque pas d'exercer le capital.

Au cours des quarante dernières années, il a fait tomber les frontières nationales en prônant la mondialisation financière.

En 1981, Reagan déclara « l'Etat n'est pas la solution, mais le problème »

En 2001, la Chine entra dans l'OMC, plaçant notre industrie face à une concurrence infernale due à des coûts de production de l'Empire du milieu, très inférieurs à ceux pratiqués en Europe occidentale. Car la Chine ne s'embarrasse pas avec des lois sociales et environnementales, ni même avec la démocratie.

En 2007, Denis Kessler, numéro 2 du MEDEF, déclara « Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du CNR » Conseil National de la Résistance.

Puis en octobre 2012, Warren Buffett fit part de son point de vue concernant la lutte des classes « C'est ma classe, la classe des riches, qui est en train de la gagner »

Cette concurrence sauvage associée à la digitalisation a donné au capital des moyens de domination d'une efficacité redoutable, jamais obtenue. Il réalise l'exploit de tenir en laisse les peuples du monde entier par un système sordide : l'auto-asservissement.

Si la classe ouvrière, oh pardon la classe populaire (mais la classe moyenne n'est pas davantage épargnée) veut s'extraire de ce guêpier, dont à terme on ne mesure pas les effets, elle devra se remettre en cause dans les meilleurs délais.

Mode d'emploi

Les circonstances étant connues, la classe populaire doit se prendre en mains. Il lui revient, dès maintenant, d'élaborer le processus conduisant à la reconquête de sa dignité et de son émancipation.

Cependant, il faut établir un préalable avant toute démarche.

1 - Éliminer l'idée du sauveur suprême issu du suffrage des électeurs ne représentant mathématiquement que très rarement la majorité du corps électoral.

2 - Prendre conscience que le modèle néolibéral, qui a mis plus de trois décennies à se construire, ne sera pas détruit en quelques mois.

3 - Jeter aux orties cette camisole enfermant nombre d'individus dans un rôle exclusivement de consommateurs pour revêtir le noble habit de citoyen responsable.

Il ne s'agit, en aucune façon, de conditions moralisatrices. On peut refuser cette mutation, c'est la liberté de chacun, mais alors il est inutile de poursuivre la réflexion. Dans ce cas, j'invite les personnes offusquées à mettre fin, dès à présent, à la lecture de cet article.

Pour celles qui sont décidées à se mobiliser pour réhabiliter la République Sociale, sans attendre sempiternellement le sauveur suprême, j'invite à poursuivre la lecture et à prendre connaissance de ce

qui suit.

Il est impératif de se mobiliser pour déconstruire la clé de voûte du système ordolibéral qu'est la fumeuse libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux au sein de l'Union Européenne.

Cette volonté n'a rien d'extrémiste. En 1957, Pierre Mendès-France avait rejeté le Traité de Rome arguant du non-sens économique et social que ce traité engendrerait.

Il suffit de lire et peut-être de relire son discours prononcé à l'Assemblée Nationale le 18 janvier 1957.

Sous couvert de liberté, l'ordolibéralisme prend en otage l'ensemble du monde du travail, qu'ils soient ouvriers, petits commerçants, artisans, petits agriculteurs

Libre circulation des personnes

Le bon peuple a cru qu'il s'agissait simplement de pouvoir passer d'un Pays à l'autre de l'Union sans avoir à fournir un passeport et, de plus, sans changer de monnaie pour ceux ayant adopté l'euro.

Hélas, il y a le revers de la médaille.

La directive permet aux travailleurs, essentiellement des ex-Pays de l'Est, entrés dans l'UE en 2004 et 2007, à venir en France pour y trouver une meilleure situation sociale avec le statut de « salarié détaché ». Si, théoriquement, les salaires octroyés aux salariés détachés sont identiques aux salaires des salariés français, les cotisations sociales sont à l'avantage des employeurs. Le salarié détaché est très utilisé par les multinationales sur les chantiers de travaux publics, mettant en péril les petites et moyennes entreprises françaises, de surcroît locales.

On voit également ce type d'exploitation ouvrière se développer dans le transport routier de marchandises, mais aussi en agriculture pour des travaux saisonniers où le machinisme n'est pas encore efficient, au grand regret du premier syndicat agricole !

Il faut donc bannir le statut de « salarié détaché ». Les salariés étrangers peuvent venir en France, aux conditions identiques à celles des salariés français, 35 H hebdo, salaires et conditions de travail de la convention collective, cotisations sociales versées au Régime Général français ou la Mutualité Sociale Agricole.

Libre circulation des capitaux

La libre circulation des capitaux bénéficie exclusivement aux spéculateurs qui cherchent des régimes fiscaux avantageux. En l'absence d'harmonie fiscale de l'UE, des Pays organisent des fiscalités réduites spécifiques. Ainsi, on voit des artistes, notamment chanteurs, se domicilier fiscalement au Portugal.

D'autres Pays, comme la Belgique, ont des tranches supérieures faibles.

L'Irlande offre une fiscalité d'entreprise battant les records européens. Le summum de l'hérésie se situe au Luxembourg. Comme vous le savez peut-être !!!!!, ce petit Pays dispose d'un grand port maritime, lui permettant d'accueillir des navires battant pavillon du Luxembourg, en raison d'une faible fiscalité !

Il faut également mettre fin aux paradis fiscaux une bonne fois pour toutes, mais pas à la mode Sarkozy en 2009.

Selon plusieurs ONG, l'évasion fiscale ferait perdre, à la France, aux environs de 80 milliards d'€ par an, 1000 milliards d'€ pour l'Union Européenne.

Les autorités, dont Bercy, n'ont jamais démenti ces chiffres.

Il faut également imposer la séparation des activités bancaires, les activités spéculatives du financement de l'économie, mais pas à la mode « eau tiède » de Moscovici en 2013 qui, parallèlement, disait comprendre les tenants du « ras le bol fiscal » !

Libre circulation des marchandises

La libre circulation des marchandises a fait tomber les droits de douanes et autres taxes aux frontières. Malgré le coût du transport, les marchandises manufacturées par de la main d'œuvre à bon marché (en Chine, mais pas seulement) mettent notre industrie et donc les emplois en grande difficulté. En 1975, en

France, le secteur industriel représentait 25 % du Produit Intérieur Brut, aujourd'hui, il est tombé à 11 %. En matière d'effectifs, au milieu des années 70, 6,2 millions de personnes travaillaient pour l'industrie, il en reste aujourd'hui 2,7 millions. Le secteur automobile qui, après la seconde guerre mondiale, était un fleuron de l'économie nationale, a subi ces dernières années une véritable saignée.

Entre 2007 et 2018, les groupes PSA et Renault ont supprimé 53000 emplois.

Les sites de production de ces deux constructeurs ont été largement délocalisés :

pour Peugeot, Maroc - République Tchèque - Slovaquie - Iran - Espagne - Portugal

pour Renault, Slovénie - Roumanie - Turquie - Maroc (Casablanca - Tanger) - Algérie

Dans ce grand déménagement, il faut ajouter l'électro-ménager, la hifi, l'informatique Même les jouets viennent de Chine !

A cela, il faut ajouter les accords de libre échange qui amplifient le problème.

Le saccage de notre industrie a une double conséquence, sur l'emploi mais aussi sur notre balance commerciale. Pour tenter de rééquilibrer les comptes, les gouvernements français, l'actuel comme les précédents, font fructifier la branche armement.

Alors on vend des armes. A qui ? Principalement aux dictatures évidemment, à l'Égypte, aux Émirats. Le marché du Moyen-Orient est juteux. Pour assurer leur influence, notamment religieuse, sur les pays de la corne d'Afrique, les monarchies du golfe ont besoin d'armement pour maîtriser les peuples épris de liberté et d'indépendance. Des guerres effroyables font rage dans cette partie du monde.

La France « Pays des Droits de l'Homme » ne recule devant rien, la réalpolitique prime même si c'est au prix de massacres de population !!!

Et après, on s'étonne que des mouvements de populations se réfugient jusqu'en Europe occidentale dans l'espoir d'y trouver des conditions de vie plus humaines !

Le piège chinois

En fait, depuis plusieurs décennies, les dirigeants du régime communiste chinois ont plusieurs cartes dans leurs manches, notamment celle des semi-conducteurs.

Le progrès technologique n'étant plus automatiquement synonyme d'amélioration du bien-être humain, mais au contraire tourné exclusivement vers le business, la recherche et le développement ont été concentrés sur ce que l'on appelle le digital.

Ainsi, tout ce qui touche au quotidien, de la machine à café à l'automobile en passant par l'ordinateur, les smartphones, la télé, le machinisme agricole etc ... etc... est truffé de semi-conducteurs.

Or, ceux-ci sont fabriqués à partir de minerais rares, très rares, recevant le doux nom de « terres rares » que l'on trouve essentiellement dans le sud-est asiatique. Situé sous influence chinoise, Taïwan détient un quasi-monopole à la hauteur de 70 % de la production mondiale.

De ce fait, depuis plus de 20 ans, la Chine use de son influence sur le monde occidental. Celui-ci a considéré et considère toujours, et c'est paradoxal, l'Empire du milieu comme l'usine du monde.

La stratégie de l'Empire est d'une grande simplicité « laissez-nous fabriquer ce dont vous avez besoin, nos coûts de main d'œuvre et environnementaux défiant toute concurrence, on vous vendra tous les biens dont vous avez besoin »

Vingt ans plus tard, se rendant compte du piège dans lequel ils se sont placés, les pays occidentaux, dont la France, voudraient faire marche arrière et relocaliser leur industrie. Pour ce faire, certains ne manquent pas de culot à l'exemple du président du MEDEF, Geoffroy Roux de Baizieux, qui déclarait le 21 septembre dernier sur France Inter « On a tous cru quand Clinton ouvre l'OMC à la Chine, que le commerce allait permettre de créer une grande démocratie mondiale avec les mêmes régimes. On s'est trompés, on s'est trompés »

Au début des années 2000, dans les départements, les Chambres patronales diffusaient à grand bruit un message selon lequel il fallait se séparer des emplois industriels à faible valeur ajoutée. Les porteurs de valises de la mondialisation expliquaient qu'il fallait mettre le paquet sur le tourisme allant jusqu'à parler de l'industrie du tourisme. Ils vantaient nos longueurs de côtes, nos accueillantes cités balnéaires, nos nombreux et merveilleux sites touristiques et nos superbes musées.

L'idée d'ouvrir les musées la nuit a même été imaginée !

En 2015, Laurent Fabius fut nommé ministre du commerce extérieur et du tourisme. Le but était de signer

des accords avec la Chine engageant celle-ci à nous envoyer des contingents annuels de touristes. Aujourd'hui, les autochtones de nos sites touristiques sont saturés, submergés de consommateurs de tourisme. Des pollutions de toute nature sont devenues leur quotidien, mettant en danger nos sites naturels.

Relocaliser votre industrie, c'est comme vous voulez, mais pas avec nos terres rares, semble dire la Chine aux pays occidentaux ! Déjà nos usines automobiles, depuis quelques mois, se mettent en chômage technique faute d'approvisionnement de semi-conducteurs ! La guerre économique est donc engagée pour ce genre de produit ! L'affaire se complique quand les autorités européennes évoquent une possible production de 20 % de semi-conducteurs, mais pas avant 2030 !!! En attendant, que fait-on ? De plus, ce que ne disent pas les autorités européennes, où vont-elles jeter leur dévolu pour extraire ces terres rares ? A quel prix social et environnemental ?

Il se murmure que le Groenland serait un secteur du globe privilégié pour ce genre d'extraction.

Mais l'Europe va devoir faire face à forte concurrence, car la Chine, encore elle, serait également sur le coup !

Si une telle aventure était engagée, nous ne serions pas débarrassés des virus en tout genre car fouiller dans les glaces profondes du pôle nord n'est pas sans risque.

Conclusion : choisir et se mobiliser

Ainsi nos sociétés sont confrontées à un bouleversement aux multiples causes, dont l'origine est commune.

Incontestablement, le début de ce 21ème siècle fait des maths le pivot de la structuration de la vie. C'est, en quelque sorte, une revanche sur le 18ème, le siècle des Lettres, le siècle des Lumières. Dans notre pays, l'humanisme n'a plus cours.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen et la loi de Séparation des Églises et de l'Etat sont prises pour quantité négligeable.

Par contre, une autre religion se construit sous nos yeux. Celle du dieu de la science se substitue à celle du dieu fait homme. Le scientisme gangrène nos sociétés. La science ne se contente plus de soigner le corps humain, elle ambitionne de le transformer.

Du fantasme de la vie éternelle dans l'au-delà, on a l'escroquerie à forte rentabilité pécuniaire du corps éternel sur terre !

Voilà le défi qui se présente à nous aujourd'hui.

Les sociétés occidentales ont donc à choisir, dès maintenant, entre continuer à consommer tout ce qui offert par les aventuriers de l'affairisme sans se soucier des dégâts sociaux et environnementaux engendrés par cette pratique, ou se comporter en citoyen responsable en s'interrogeant sur la formule « Tout ce qui est possible est-il raisonnable et acceptable ? »

Il en va de l'avenir de notre civilisation et peut-être même de l'humanité.

Chacune et chacun devrait en comprendre les enjeux.

Tout le reste est puéril. Les discussions sur Macron, Le Pen, Mélenchon, Jadot, Péresse, Hidalgo, Montebourg etc... etc... ne sont que du bla, bla, bla, au mieux des conversations de bistro.

N'oublions pas la formule « Le peuple a les politiques qu'il mérite »